

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 07/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

TREVEST

91 allée Adolphe Kégresse
BP 91044
25460 Étupes

Références : UID257090/SPR/EF/AR 2023 - 1207D
Code AIOT : 0005900164

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement TREVEST implanté 91 allée Adolphe Kégresse 25460 Étupes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

visite dans le cadre du PPC

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TREVEST
- 91 allée Adolphe Kégresse 25460 Étupes
- Code AIOT : 0005900164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Site spécialisé dans les tapis de sols, composants de siège et insonorisant pour Daimler-Benz, PSA, Renault.

Les opérations pratiquées sont le thermoformage, le moussage et la thermo-compression.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ventilation – désenfumage	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.1	Sans objet
2	Portes – issues de secours	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.2	Sans objet
3	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.3	Sans objet
4	Dépôts de liquides ou matières inflammables ou explosibles	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.4	Sans objet
5	Chauffage	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.5	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.6	Sans objet
7	Matériel électrique	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.7	Sans objet
8	Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.8	Sans objet
9	Connaissance de la nature des risques	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.3	Sans objet
10	Dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.4	Sans objet
11	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.5	Sans objet
12	Consignes particulières de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.6	Sans objet
13	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Site bien tenu

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ventilation – désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Les bâtiments doivent être équipés, en partie haute et en nombre suffisant, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les 18 commandes d'ouverture manuelles ou automatiques de ces dispositifs seront placées de préférence à proximité des accès.
Constats : Le système de désenfumage est contrôlé annuellement par la société AEC désenfumage. La dernière vérification de tous les exutoires du 27 avril 2023. Les commandes de ces dispositifs sont bien placées autant que possible à proximité des accès.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Portes – issues de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Les bâtiments doivent être pourvus de portes et issues de secours en nombre suffisant et disposées convenablement (absence de cul de sac, distance à parcourir inférieure à 50 mètres...). Les portes et issues de secours doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie et ne comporter aucun dispositif de condamnation, elles doivent être signalées par des inscriptions nettement visibles, de jour comme de nuit.
Constats : Les portes et issues de secours sont correctement implantées et signalées. Un contrôle des issues de secours, des RIA et des éclairages de sécurité est effectué annuellement par AE Incendie. Des audits internes permettent de vérifier que les accès aux issues de secours sont bien libres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Les bâtiments et aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont accessibles sur une face aux engins de secours. Ils seront desservis sur au moins une face, selon la hauteur, par une voie-échelle ou une voie-engin.
Constats : Les bâtiments et aires de stockage sont accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. 3 accès au site sont possibles pour les services d'incendie et de secours. Le tour des bâtiments peut être effectué sans problème.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Dépôts de liquides ou matières inflammables ou explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.4
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Prescription contrôlée :

Ces dépôts doivent être signalés et ventilés efficacement afin de dissiper rapidement toute éventuelle atmosphère explosive.
--

Constats :

Le local "chimie" est situé à plus de 10 mètres du bâtiment principal. Il est bien signalé, ventilé et est fermé à clé.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 5 : Chauffage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.5
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Prescription contrôlée :

Les moyens de chauffage utilisés doivent être choisis de telle façon qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

Constats :

Le chauffage est essentiellement assuré par des make-up (air pulsé) extérieurs alimentés au gaz. Quelques aérothermes et panneaux radiants complètent le dispositif.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.6
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art (matériel normalisé et installé conformément aux normes applicables par des personnes compétentes). Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement. Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu, en permanence, à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Les installations électriques sont contrôlées annuellement par l'Apave. Le dernier contrôle date du 10 novembre 2022.

Le rapport est vierge, car les quelques non-conformités ont été levées au cours du contrôle.
--

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Matériel électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.7
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques doivent être conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'isolation les protégeant de ces risques. Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, l'exploitant est tenu de définir dans ces locaux, sous sa responsabilité, les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosibles : • soit de façon permanente ou semi-permanente, dans le cadre du fonctionnement normal des installations, • soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée. Ces zones sont appelées, dans les prescriptions qui suivent, respectivement zones de type I et zones de type II. Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à celles strictement nécessaires aux besoins de l'exploitation, tout autre machine ou matériel étant placé en dehors d'elles. Dans les zones de type I, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosibles et répondre aux dispositions du décret n° 78.779 du 19 juillet 1978 et de ses textes d'application (notamment arrêté du 9 août 1978). Dans les zones de type II, les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions visées à l'alinéa précédent, soit être constituées de matériel de bonne qualité industrielle qui en service normal n'engendre ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Dans les zones de type I ou de type II définies par l'exploitant conformément aux prescriptions précitées, et s'il n'existe pas de matériel spécifique répondant aux prescriptions particulières à ces zones, l'exploitant définit sous sa responsabilité les règles à respecter compte tenu des normes en vigueur et des règles de l'art pour prévenir les dangers existant dans ces zones.
Constats : Le contrôle statistique effectué lors de l'inspection n'a pas révélé de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques installés dans les zones de type I ou de type II définies précédemment doivent être mis à la terre conformément aux normes applicables.
Constats : Les mises à la terre sont vérifiées annuellement par l'Apave (rapport Q18). Le dernier contrôle date du 10 novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Connaissance de la nature des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et le

<p>risque des produits dangereux présents dans l'installation, par exemple, les fiches de données de sécurité. A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu -à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Des pictogrammes, placés sur les lieux ou les portes d'accès des stockages rappelleront les risques présentés par les produits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient en temps réel un bilan de ses stocks de produits dangereux présents dans l'installation.</p> <p>Les fiches de données de sécurité de tous les produits sont bien présents. Tous les étiquetages sont également bien présents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Dispositifs de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau d'eau suffisant doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets d'incendie armés et de sprinklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation. Ce réseau ainsi que, si nécessaire, la réserve d'eau de 500 m3 de l'établissement, sont capables de fournir un débit de 330 m3/h sous une pression statique de 8 bars pour alimenter, dès le début de l'incendie, les systèmes d'extinction automatique. Ainsi, la quantité d'eau disponible pour les sprinklers sera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour les locaux annexes à usage commercial, social ou technique, de 5 l/m2/mn, • pour le local de production, de 10 Vm2/mn, • pour les locaux de stockages de matières premières et produits finis, de 12,5 l/m2/mn. Ce réseau sera complété par deux bornes incendie d'un débit minimum de 250 m3/h, sous une pression statique de 8 bars, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Les prises d'eau internes, associées au réseau d'eau des sprinklers, doivent être armées et faire l'objet d'essais semestriels. Le réseau de sprinklers fera l'objet de contrôles hebdomadaires. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet. Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Dans le cas où l'usage de l'eau serait contre-indiqué pour lutter contre l'incendie de certains produits, d'autres moyens d'extinction, à base notamment de mousse ou CO2, seront mis en œuvre. De plus, la protection incendie de l'établissement devra être complétée par une détection asservie sur la mise en fonction des sprinklers. Pendant les heures ouvrables, elle devra permettre la mise en œuvre des procédures incendie définies à l'article 7.5 du présent arrêté. En dehors des heures ouvrables, la détection incendie déportée vers une centrale de surveillance extérieure devra permettre de prévenir les services d'incendie et de secours et le responsable de l'établissement.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble du site de production est sprinklé, des têtes de sprinklage sont installées au sein de certaines machines. Le système de sprinklage est vérifié annuellement et un essais hebdomadaire du groupe moto-pompe est effectué ; il est à noter qu'une détection est asservie à la mise en fonction des sprinklers.</p> <p>Le réseau de sprinklage est alimenté par un groupe moto-pompe qui puise son eau dans le bassin de 500m3, qui a été réalisé suivant les normes APSAD. Le dernier rapport annuel du groupe moto-</p>

<p>pompe date du 27 mai 2023.</p> <p>Deux bornes incendie d'un débit minimum de 250 m3/h sont situés en limite de propriété.</p> <p>Les extincteurs sont vérifiés annuellement.</p> <p>Un test d'évacuation est effectué chaque année avec chacune des 3 équipes. La centrale incendie est vérifiée lors de ces 3 tests.</p> <p>Une amélioration de protection incendie est réalisée en accord avec les assurances.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Règles d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes doivent prévoir : • les interdictions de fumer ou de feux nus, l'enlèvement des folles poussières ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie, • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, • les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides). Toutes dispositions doivent être prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours. Sauf, le cas échéant, dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des zones de production et de stockage, il est interdit : • de fumer, • d'apporter des feux nus, • de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos. Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises • aspiration des poussières dans la zone de travail avant le début des travaux, • délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières tel que prévu à l'article 7.6, • contrôle de la zone d'opération deux heures au moins après la cessation des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Toutes les consignes sont bien présentes. Les consignes de sécurité sont présentées à chaque nouvel arrivant ou visiteur;</p> <p>Les permis de feu sont bien présents et les équipiers de 1ère intervention sont formés régulièrement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Consignes particulières de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes particulières de sécurité s'appliquent au personnel chargé d'opérations particulières telles que : opération d'entretien, réparation, travaux neufs, interventions spéciales présentant un risque particulier. Elles complètent les consignes générales en tenant compte des conditions spécifiques se rapportant à une opération ou à un travail bien défini (objet et nature, lieu, atmosphère ambiante, durée, outillage, etc). Elles visent notamment les opérations ou manœuvres qui, ne pouvant être exécutées en sécurité qu'après réalisation de conditions particulières, nécessitent des autorisations spéciales. Ces autorisations doivent faire l'objet d'instructions écrites précisant le travail à effectuer et les précautions à prendre pour assurer la sécurité du personnel et la protection du matériel pendant le temps où s'effectue le travail. Elles sont signées,</p>

pour accord, par le chef de l'établissement ou par son préposé. Ces autorisations portent le nom des titulaires. Leur validité est limitée ; en particulier, ces autorisations peuvent être suspendues ou retirées si les mesures de protection prescrites ne sont pas respectées ou si un changement est intervenu dans les conditions de travail. Après la fin des travaux et avant la reprise des activités, une vérification des installations sera effectuée. Ces consignes particulières sont remises, en tant que de besoin, au personnel des entreprises extérieures qui en donne décharge écrite.
Constats : Voir point précédent notamment sur les permis de feu. Des consignes de fiche de poste sont bien présentes. L'entreprise est pourvue d'un plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/1997, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'établir un Plan d'Opération Interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées après avis de ses services, et notamment des services départementaux de secours et d'incendie. Ce plan, remis en trois exemplaires au minimum en préfecture, doit être régulièrement mis à jour autant que de besoin, notamment à l'occasion de modification des installations, et au minimum une fois par an.
Constats : Le POI date de 2015. Une mise à jour est actuellement en cours concernant la révision du zonage Atex.
Type de suites proposées : Sans suite